

Déclaration liminaire aux C.A.P. locales de recours en révision du compte rendu d'entretien professionnel 2017

Madame la Présidente,

Nous vous rappelons notre attachement à une véritable reconnaissance de la valeur professionnelle des agents qui doit se faire au travers d'une notation basée sur des critères objectifs, reflétant la qualité du service public rendu et le travail réalisé.

Nous condamnons tout système de notation/évaluation lié au culte de la performance et à la réalisation d'objectifs fixés arbitrairement dans le cadre d'une politique marquée par les suppressions d'emplois, la dégradation des conditions de travail et de l'accomplissement des missions.

Pour la CGT Finances Publiques, l'entretien professionnel s'inscrit dans un contexte général de remise en cause des garanties statutaires pour imposer la culture de résultats, la rémunération au mérite (le RIFSEEP) et l'individualisation des carrières.

Pour la CGT, la question de la reconnaissance professionnelle des agents est toujours posée.

Dans le cadre de l'accord PPCR, non signé par la CGT, la fin des réductions majorations est annoncée pour les catégories A, B et C ; pour la catégorie B dès 2017.

Avez-vous des informations concernant le futur système d'évaluation ?

L'examen des recours et des compte rendus d'entretien nous amène à faire plusieurs constats d'ordre général:

- ♦ Toujours une très grande disparité dans la rédaction de l'appréciation générale d'un chef de service à l'autre ;
- ♦ le contingentement qui pénalise des agents qui mériteraient d'être récompensés ;
- ♦ le manque de discernement, pour le moins, de certains chefs de service qui dans leurs réponses aux recours se lâchent voulant peut-être faire regretter aux agents leur appel, alors que c'est un droit.

La CGT Finances Publiques rappelle également que la procédure du recours hiérarchique n'est pas acceptable en l'état :

- elle dépossède les CAP de leur rôle en permettant l'attribution de réductions d'ancienneté sans avis des élus laissant une place à l'arbitraire et au discrétionnaire ;
- elle remet en cause la représentativité issue des élections en autorisant un agent à se faire accompagner en audience par n'importe quelle personne.

La CGT demande que cette étape soit supprimée, chronophage pour les agents, les élu-e-s et la Direction. Nous demandons que les arbitrages soient systématiquement renvoyés aux CAP compétentes.

La procédure d'évaluation-notation actuelle participe directement au malaise qui se développe dans les services. Dans un contexte de recul des garanties collectives, cette campagne accroît la pression individuelle et génère l'incompréhension, parfois un profond sentiment de dévalorisation et d'injustice chez les collègues.

C'est dans ce contexte que se déroule l'évaluation des agents à qui on demande toujours plus et sur qui s'exercent les pressions hiérarchiques les plus fortes.

Vous devez en tenir compte dans le traitement des recours, Madame la Présidente. Vous devez jouer le rôle d'arbitre qui vous est imparti dans cette CAP.